

CINQUANTENAIRE DE LA REPUBLIQUE DU RIF
COLLOQUE INTERNATIONAL D'ETUDES HISTORIQUES ET SOCIOLOGIQUES
PARIS 18 - 20 JANVIER 1973

Le Commandement Français et ses Réactions
vis à vis du Mouvement Rifain : 1924-1926

par Daniel RIVET

Les rapports, les notes, les télégrammes et autres documents laissés par l'Etat-Major et le Haut Commandement à ses divers échelons à Paris et au Maroc permettent d'analyser la manière dont il a pris conscience des événements devant l'insurrection rifaine. On est amené dans un premier temps à une étude de mentalités et à préciser les réactions psychologiques - et politiques - des chefs militaires. Elle conduit tout naturellement à un examen des décisions qu'ils ont prises, non sans des conflits de doctrines et de méthodes très révélateurs sur un milieu déterminé et sur les hommes qui ont dirigé la répression du mouvement rifain.

1° - Le mouvement rifain vu par les militaires.

a - une identification tardive.

Jusqu'à la fin de 1923 Abd-El-Krim est vu de profil à travers le scénario de l'action espagnole au Maroc, ce faisceau complexe et touffu d'intrigues tortueuses, de séquences à éclipses et de retournements parfois incohérents pour lequel le pouvoir colonial français ne dissimule guère son mépris. Après l'effondrement de l'armée espagnole consécutif à Anoual, Lyautey observe : "Dans l'ensemble autant qu'on peut faire de prévisions, je crois qu'il va y avoir une période stationnaire sans répercussion sérieuse chez nous, tant du moins que les Rifains seront sérieusement occupés avec les Espagnols" (1). Sans doute ne fait-il pas abstraction de l'hypothèse, au cas où les succès rifains se poursuivraient durablement, " d'un mouvement national de libération générale du chrétien" (2) mais de fait, tout une série d'écrans dissimule encore au pouvoir colonial sinon la nature même du mouvement rifain, du moins son importance.

- L'idéologie joue ici un rôle rassurant dans la mesure où elle impose déjà la vision cyclique d'une histoire marocaine traversée et renouvelée périodiquement par des pulsions toujours parties du Sud. Moulay Youssef ne déclare-t-il pas lui-même, en avril 25, que tous les Roguis viennent du Sud et que les mouvements issus du Nord n'attirent pas les masses ? (3)

- L'antagonisme constant et croissant entre les colonisateurs français et espagnols intervient ensuite et contribue à masquer le phénomène rifain. Pour Lyautey surtout, la colonisation espagnole apparaît comme le modèle de ce qu'il ne faut pas faire. Elle n'a pas su dissocier aux yeux des Marocains son image de marque de celle de la "reconquista" qu'elle paraît rouvrir. "Pour eux, l'Espagne c'est l'ennemi héréditaire. Ils en ont la haine et le mépris à un degré que vous ne pouvez concevoir. Les souvenirs des luttes anciennes et de l'exode d'Andalousie sont toujours vivants. C'est avant tout l'ennemi de leur Foi" (4). Et puis surtout, elle a pris systématiquement le contre-pied des formules du Protectorat éprouvées par lui. Aussi en 1924 encore, la série de désastres militaires accumulés par l'Espagne lui paraît vérifier, a contrario, l'efficacité de son "modèle". Ainsi les fautes de l'Espagne expliquent-elles la disproportion numérique des effectifs militaires respectivement déployés par les deux puissances et la virulence du mouvement rifain (5). L'Espagne constitue par conséquent une sorte de "soupape de sécurité" cristallisant l'instinct de conservation du "Dar-el-Islam" qui sommeille en chaque Marocain. En janvier 1925, Lyautey insiste encore sur la distinction nettement établie par les Marocains entre les méthodes d'occupation des deux puissances, et, signalant l'émotion considérable ressentie par l'opinion marocaine à l'occasion du bombardement par gaz asphyxiants des Andjera,

(1) télégramme n°1009.1012 Lyautey à Diplomatie et Guerre 14 août 1921

(2) idem

(3) cité par L. Baréty à la Chambre. J O du 29 mai 1925

(4) note privée pour le Cmdt de Cuverville, attaché militaire à Madrid. Rabat, 4 mars 1924 p. 3

(5) idem p. 1 et 2

conclut : "L'opinion marocaine observe ... que la France n'a jamais usé de tels procédés avec les dissidents." (1)

- Enfin l'attention portée par Lyautey aux mouvements nationaux en Orient et à leurs retombées sur place, et son parti-pris d'accompagner, tout en la contrôlant, "l'évolution de l'esprit jeune-marocain" (2) l'amène à circonscrire son inquiétude au milieu restreint des "élites naturelles" et à opérer une dichotomie arbitraire entre les mouvements des masses en armes, issus du passé, et la fermentation nationaliste confinée à une élite. Dans cette optique, Lyautey, vieilli et usé par la maladie qui l'isole du terrain en 1923-1924 (3) semble commettre deux erreurs de perspective. D'une part, il surestime jusqu'à sa disparition l'importance du retour d'Abd-el-Malek sur la rive nord de l'Ouergha de 1921 à 1923, "dangereux à cause de son nom, de sa culture occidentale, de sa connaissance des affaires générales, de ses attaches allemandes" (4) et soupçonné d'élaborer là "un véritable Etat indépendant, c'est-à-dire une nouvelle zone entre l'espagnole et la française" (5). L'Emir lui cache dans une certaine mesure Abd-el-Krim qui lui paraîtra longtemps comme une sorte de doublure plus rustique, plus "guerrière" et moins "politique" que le premier. D'autre part, il a tendance à surdéterminer l'efficacité de sa politique de coopération avec le sultan et d'égards vis-à-vis du peuple marocain, auprès duquel son apparence de lieutenant de "Sidna" lui confère, croit-il, "un caractère quasi-religieux" (6). Sans doute, croit-il désarmer l'écho du "kémalisme" au Maroc par le rapprochement qu'il négocie entre la Turquie et le sultan, mais ne se fait-il pas des illusions en observant, après avoir souligné l'attraction exercée par Moulay-Youssef sur les Rifains de la zone espagnole, qu'on commence à se rendre compte que l'intégrité territoriale et l'autonomie stipulées par l'acte d'Algésiras et les accords postérieurs ne sont pas qu'une fiction" (7).

- Ce n'est vraiment que fin 1923, début 1924, avec le ralliement à Abd-el-Krim des tribus du haut Ouergha consécutif à la défaite d'Amar d'Hamidou, que le problème rifain passe au premier plan : "... il se crée donc sur notre Front Nord une situation sérieuse, et surtout très compliquée", admet Lyautey (8). Abd-el-Krim "explose" alors dans le champ de conscience de l'autorité militaire, sinon tel qu'en lui-même, du moins dissocié des autres figures, traditionnelles celles-là, des personnages-clés de l'intrigue espagnole, identifié et par conséquent combattu. S'établit alors une vision du phénomène rifain chez les militaires. A partir d'une "vulgate" communément reçue, elle diverge en trois "lectures" divergentes qui n'ont pas été sans exercer des effets contradictoires sur le processus des prises de décision.

b - un fonds commun d'idées reçues et de stéréotypes

- (1) Bulletin périodique du 17 janvier 1925 p. 4
- (2) Circulaire du "coup de barre" 18 nov.1920 Lyautey l'Africain T. IV p. 34
- (3) Un des leitmotivs de la presse française à la fin du printemps 25 sera d'accuser le Résident d'avoir dédaigné d'écouter l'avis des Bureaux de Renseignements.
- (4) Bulletin périodique du 1 février 1921 n° 63
- (5) Prog.de Pacification Rabat, 25 juil.1921 Lyautey l'Africain T. IV
- (6) Note pour le Cdt de Cuverville p.1 p.145
- (7) Note pour Poincaré, Paris 22 janvier 1922.
- (8) Lyautey à Poincaré. Rabat, le 18 février 1924

b - un fonds commun d'idées reçues et de stéréotypes

Dans ce stock d'images préfabriquées, trois équations affleurent le plus souvent.

- C'est d'abord la corrélation rigide établie à partir d'un déterminisme géographique simpliste entre l'environnement rifain hostile et répulsif et la "nature" farouchement indépendante et pillarde de ses habitants. Ainsi dans l'enquête entreprise en 1916 par le commandant Bernard sur "Les tribus de la zone nord et nord-ouest du Maroc" (1), qui sera l'une des références de base pour l'établissement des fiches des tribus rifaines durant l'hiver 25-26, les Anjera : "... la nature de leur sol, l'habitude de passer de broussailles en broussailles, de ravins en ravins, toujours en danger, toujours à la merci d'un ennemi caché derrière un rocher, leur a donné une allure particulière ..." (2). Le mimétisme des hommes par rapport à la nature atteint son paroxysme avec la relation de la tradition de lutte armée des Beni-Ouriaghel : "C'est alors une avalanche qui descend des pontes du Djebel Hammam et des montagnes des Beni-Arous. C'est une foule avide de pillages et de combats, où les tout jeunes gens imberbes coudoient des vieillards à la barbe blanche que l'âge a voûtés sans détruire en eux ni la vigueur, ni l'instinct de destruction. C'est l'armée sans chefs, mais où chacun connaît sa place, qui s'avance de colline en colline, de ravin en ravin avec une régularité incroyable, telle une grande vague qui submerge tout ... une atmosphère sinistre, comme le pays lui-même, entoure tout ... les hommes et les choses semblent avoir été créés pour la lutte" (3). Plus subtil s'affirme le montage de Lyautey opposant la détresse physiologique des tribus montagnardes surpeuplées à l'opulence pacifique des populations de la zone française "très à l'aise" (4) et donc incapable de résister à un monde de "pillards professionnels" (5). C'est en raccourci la genèse de "l'agression rifaine" telle que la présente l'immense majorité de la presse française envahie par une chaîne de stéréotypes qui transposent dans l'opposition Rif - "grenier à blé" de l'Ouergha toute la littérature consacrée au conflit entre nomades et sédentaires... Les rapports militaires à l'échelon subalterne n'échappent pas à cette contagion, où le phénomène rifain prend la proportion d'une calamité naturelle. Ainsi dans le rapport sur les opérations rifaines du capitaine Schmidt "le fléau s'étend", "le flot dissident est détourné" (6). L'efficacité de cette propagande ne fut pas douteuse auprès du grand public et des unités envoyées en renfort. C'est pourquoi le ministère des Colonies recommandait au personnel encadrant les unités indochinoises de faire le parallèle entre les Rifains et les pirates chinois qui pillaient les populations anna-

(1) Publiée sous forme d'un fascicule par le Comité de l'Afrique Française en 1926

(2) Op. cité p. 14

(3) Idem p. 38

(4) Bul. périod. du 21 mars 1925

(5) Télég. n° 209 de Lyautey à Painlevé. Rabat, 30 avril 1925

(6) Note sur les Affaires Indigènes au Maroc. La campagne rifaine. Tanger, 5 août 1927 p. 10 et 12

mites à la fin du XIX^e (1), car "l'emploi de troupes indochinoises... contre un adversaire qui se réclame du droit à une existence nationale indépendante nécessite certaines précautions".

- L'équation entre Islam et fanatisme, une des données permanentes de la représentation de l'"Orient" par l'opinion ressort avec virulence. Avec elle tout un cortège de clichés auxquels Lyautey lui-même et son entourage n'échappent pas : "Le Musulman, le Marocain ne connaît et ne respecte que la force" (2). De même L. Baréty à la Chambre des députés le 29 mai 1925 : "En Islam, ne pas avancer, c'est reculer". Toutefois le réflexe de croisade semble avoir agi beaucoup plus sur les civils, en particulier Briand et Painlevé (3) que sur les militaires. Le point de vue qui se rapproche le plus de celui du Lyautey et le formule - implicitement peut-être - est celui qu'exprime L. Baréty, porte-parole officieux du "parti colonial" à la Chambre. Abd-el-Krim, selon lui, incarne "un mouvement xénophobe et religieux... il ne représente pas cet Islam qu'une nouvelle aristocratie de l'esprit veut rapprocher du monde occidental pour que le fossé qui, pendant des siècles, sépara deux fractions importantes de l'humanité soit enfin comblé" (4). De fait si tous les rapports d'origine militaire insistent sur la "xénophobie" du mouvement, ils ont tendance, instruits par les variations du langage d'Abd-el-Krim selon l'intercoluteur auquel il s'adresse (5), à y voir une technique de propagande plutôt qu'une conviction personnelle. Ici dans la vulgate qui s'édifie autour de la guerre du Rif et en fait une croisade de civilisation (6), les militaires sont nettement en retrait sur les civils.

- La dernière équation est celle qui rattache l'appel à la modernité contenu par le mouvement rifain à l'action de l'étranger. Cet appel est tantôt attribué unilatéralement à l'étranger, tantôt présenté sous l'angle d'un subterfuge visant à abuser l'idéalisme complaisant des milieux favorables à la SDN et tous ceux qui, comme le capitaine Canning, sont atteints "de la manie de vouloir émanciper les races de couleur de la domination de la race blanche" (7). Dans les deux cas, les initiatives "Kémalistes" d'Abd-el-Krim ne constituent qu'un placage artificiel sur un fonds tribal, xénophobe et arriéré.

Dans le premier cas, l'insurrection rifaine apparaît comme le produit d'une conspiration à têtes multiples. Les influences de l'affairisme international (8) (en particulier les combinaisons gravitant autour du contrebandier Arnall, de l'armateur-banquier

(1) Min. des Colonies à Guerre. Rap. n° 557 1/1. Paris 3 août 1925

(2) Note pour le Pres. du Conseil. Rabat, 14 juin 1925

(3) Qui évoque à plusieurs reprises, en particulier à la Chambre le 30 mai "la ruée de fanatisme musulman" que représente le mouvement rifain.

(4) J.O. du 29 mai 1925. C.R. de la séance du 28 mai. 2478

(5) Journalistes étrangers, notables marocains, en particulier Si Ahmed Ben Djillali, chef des Ulomas de la Qarraouiyine ou personnalités de l'Anti-Atlas etc...

(6) "Ce n'est point tant sa propre cause que défend la France au Maroc que les intérêts supérieurs de la civilisation" Sir Robert Horne, chancelier de l'Echiquier, cité en particulier par Pietri, ancien directeur des finances du Protectorat à la Chambre le 29 mai 1925

(7) Note n° 1101 du Général Desprès, attaché militaire à l'ambassade de France, à Guerre. Londres, 7 octobre 1925

(8) Mais jamais français... une seule allusion à l'entrelacement de capitaux français (Letellier du "Journal") anglais (Crampell) et espagnols (Etchevarrieta).

Gardiner, de la "Marocco Mineral Syndicat Ltd" de Londres), de l'Angleterre, de l'Allemagne, du panislamisme et du bolchevisme interfèrent, sans être jamais hiérarchisées, sinon chez Huot (1) et U. Blanc (2). Ces derniers sont sensibles avant tout à la substitution de la Grande-Bretagne à l'Allemagne dans la zone espagnole depuis la grande Guerre et à la promesse faite par elle à Abd-el-Krim de ne jamais tolérer l'occupation de la rive méditerranéenne par la France. "... Est-ce à dire - conclue U. Blanc - que nous ayons à craindre de voir l'Angleterre prendre pied un jour dans le Rif et tenter d'y substituer son protectorat à celui de l'Espagne défaillante ? Il est probable que cette idée a dû tenter déjà l'esprit de certains hommes d'Etat britanniques". Par contre, chez Lyautey, les influences étrangères forment une nébuleuse où le bolchévisme, le kémalisme et le panislamisme sont amalgamés le plus souvent sans distinction, avec, à deux reprises, une dominante communiste (3). Le 2ème Bureau de l'Etat-Major à Paris (4) intègre de son côté l'insurrection rifaine dans une combinaison à l'échelle mondiale issue du rapprochement entre Berlin (Comité interislamique) Angora (Union de l'Islam), Konia (Avenir de l'Islam) et Odessa (Komintern, Section II orientale). Et, de fait, du Ministère de la Guerre à Paris, ravitaillé en informations douteuses, à la Résidence, envahie par l'information souvent trop rapide et peu critique des Services de Renseignements abusés par leurs Rekkas ou des rumeurs colportées sur les soukhs, un début d'intoxication et une psychose du complot se produisent au printemps 25 (5). De véritables scénarios de films de contre-espionnage sont montés alors de toutes pièces. Ils révèlent la pression sur le colonisateur de l'imaginaire brusquement enflammé du colonisé : des Tunisiens voient voler des escadrilles rifaines, etc. Cette psychose est comme un écho inversé de l'attente et du millénarisme justicier qui s'emparent des masses au printemps : "Vos revers du début ont été annoncés à l'arrière en employant cette phrase symbolique : "l'évènement se produit", et par évènement il faut entendre le succès toujours attendu et espéré des Musulmans sur les Nazaréens" (6).

- Dans le deuxième cas, le modernisme d'Abd-el-Krim et de son Makhzen n'est qu'une couverture masquant, sous l'inspiration de conseillers étrangers, un vieux fonds persistant de "despotisme oriental". Nombre de rapports ou d'écrits insistent sur l'espèce de dédoublement qui se serait produit dans la figure d'Abd-el-Krim, se fabriquant une ascendance chérifienne pour légitimer sur place l'authenticité de son sultanat, tout en revendiquant une stature d'homme d'Etat moderne à usage externe (7). Ainsi le Service de Renseignements du général Naulin, après avoir fait l'inventaire du Makhzen rifain et y avoir repéré les traces d'un Etat à l'europé-

-
- (1) note du Lnt Colonel Huot sur l'Intelligence Service, annexe au rapport n° 1882 de Lyautey à Guerre, 28 décembre 1921
 - (2) Rapport n°1916 d'U. Blanc à Herriot. Rabat, 10 novembre 1924
 - (3) Bulletin périodique, n°187 à 201 du 29 avril 1925. Lettre à Painlevé du 23 mai 1925, Lyautey l'Africain, t. IV p.313
 - (4) Cf. en particulier la note n°639 au sujet du mouvement rifain 28/1/2
 - (5) Crescendo d'informations "sensationnelles" sur l'aviation rifaine et sur la présence d'instructeurs turcs.
 - (6) Interrogatoire d'El Mamoun Ech Chenguitti, lors de sa "soumission" à Amar d'Hamidou, le 14 février 1926
 - (7) Ch. Dumont, rapporteur du budget de la Guerre, "La lutte contre Abd-el-Krim", annexe au procès-verbal de la séance du Sénat. 10 décembre 1926

enne, observe : "En réalité Si Mohamed gouverne en despote, ne provoquant de réunion qu'en de rares circonstances", et estime qu'à part Si Mohamed son frère, "homme d'une grande intelligence, de culture européenne très poussée", tous ses compagnons sont des "paysans fort intelligents, mais peu capables de contribuer à l'oeuvre nationale que l'on a gratuitement prêtée à Abd-el-Krim. Pour ceux-ci la conquête du Rif est une opération qui rapporte honneurs et bénéfices"(1). Puis l'analyse oppose le chef de tribus, "champion heureux de la foi menant la guerre sainte contre les mécréants" et calquant sa méthode de ralliement des tribus sur celle des roquis précédents au leader "d'une république rifaine qu'il avait soin de représenter sous la forme d'un gouvernement solidement établi, émanant de la volonté populaire et conforme aux principes généraux des démocraties européennes en général et aux principes wilsoniens en particulier" (2).

- Les deux optiques se rejoignent pour disqualifier l'authenticité de la république rifaine, qui semble n'avoir jamais été prise au sérieux par le pouvoir colonial et toujours réduite à une manoeuvre politique. Lyautey, par exemple, fut vivement impressionné par les interviews d'Abd-el-Krim par Scott Mowrer, du Chicago Daily News, en octobre 24, et par Vincent Shean, du Chicago Tribune, en mars 25, qui toutes deux infirment la réalité d'une république rifaine. Gabrielli, qui dans les deux cas avait servi d'intermédiaire, annote la première interview en constatant la disparition de la formule "Doula Djemaouria Riffia" (3). Dans la deuxième interview, Abd-el-Krim affirme que son gouvernement actuel procède de la monarchie absolue, qu'il prévoit la transition d'une génération pour le transformer en monarchie constitutionnelle, et ajoute : "Le terme de république rifaine est une grande erreur de nom. Nous n'aurons jamais une république et nous n'avons jamais envisagé d'en avoir une. C'est le nom que nous employons pour désigner de petits groupes locaux, plus petits encore que des tribus, exactement comme pour les Juntas espagnoles" (4) Es Saada, le très officieux organe de presse du protectorat, pouvait alors rappeler, sans arrière-pensée ni trace d'ironie, l'importance du 14 juillet, "car cette fête commémore chaque année le triomphe de l'idée républicaine, qui, si elle était partout adoptée, ferait le bonheur de l'humanité ..." (5).

- Le stock d'idées préfabriquées et stéréotypées que nous venons de survoler annonce par avance l'arsenal de formules toutes faites et de clichés par lesquels seront déchiffrés les mouvements d'émancipation ultérieurs. A l'occasion de la guerre du Rif, commence à apparaître une grille de lecture défensive et inquiète de la réalité coloniale, décapée des grands mythes mobilisateurs d'avant 1914. La guerre du Rif ne semble pas renouveler les arguments des partisans du système colonial, si ce n'est la réaffirmation du droit à coloniser de "la vieille race française ... grande mission-

(1) Note succincte sur le Rif, 2e Bureau du Commandant Supérieur des troupes au Maroc, décembre 1925, p/14

(2) *ibid.*, p. 15-16

(3) Note au sujet du voyage de M. Scott Mowrer dans le Rif, Région de Fez, Service de renseignements, octobre 1924

(4) Transmis et commenté par Lyautey à Guerre, rapport n°1181, 8/4/25

(5) N° du 14 juillet 1925, p. 1

naire de la civilisation" (Painlevé) et la conviction de défendre, sur le mode du propriétaire, "la plus belle oeuvre que notre pays ait accomplie depuis le percement du canal de Suez" (lieutenant-colonel Reginald Kann (1)). Sclérose de la pensée coloniale sans doute, mais aussi, sans conteste, absence d'inquiétude chez la plupart des acteurs sur la légitimité et sur la durée de l'entreprise.

c - Trois approches divergentes.

1. La conception traditionaliste des "vieux Marocains"

- Au sein de l'armée il y a les "vieux Marocains". Ils mettent l'accent sur la continuité du mouvement rifain avec la tradition du djihad contre l'Espagne et sur la permanence de l'effervescence politico-religieuse qui affecte le Rif depuis 1860 (2). Aussi l'offensive rifaine sur Fès leur paraît s'apparenter aux deux lames de fond qui ont submergé le Maroc en 1912 et durant l'hiver 1918-1919. C'est une nouvelle poussée de messianisme s'inscrivant dans la longue durée de l'histoire marocaine. Le général Lamothe, depuis l'Oranie qui participe à cette attente et vibre à l'unisson, discerne dans l'état d'esprit ambiant "une sympathie grandissante pour la cause rifaine et pour Abd-el-Krim, devenu le "Moulay-Saha" attendu"(3). Il constate la prolifération de marabouts "illuminés", derviches "obscur, venus on ne sait trop d'où, mais vibrions d'autant plus dangereux qu'ils sont impossibles à démasquer", s'inquiète des "silences et réticences souvent plus éloquents que les confidences" des Algériens et évoque Fès en avril 1912. Et à propos du reflux et de la panique qui s'emparent de l'ensemble des tribus dans les régions de Fès et de Taza au début de juillet, Lyautey affirme : "Il s'est produit une de ces vagues de peur contagieuse qui dans ce pays se déchaînent soudainement, comme je l'ai vu en 1912 par deux fois et en 1919"(4). Mais ce parti-pris d'enraciner l'épisode rifain dans le passé proche, voire lointain, du Maroc n'est pas exempt d'incohérence. Ainsi le général Simon assimile le mouvement rifain à un leff, dont la dynamique centralisatrice reproduit l'exemple almohade, mais constate, dans une interview accordée au Temps (5), à la veille des négociations d'Oujda, que l'unification réalisée par Abd-el-Krim se fait en rupture avec les traditions locales : "... Il a prétendu imposer des chefs à sa dévotion, des caïds et des cadis selon la formule arabe à ces Berbères sont il a choqué ainsi les traditions ; il a tenté de déberbériser le Nord marocain."

- Plus nuancée et cohérente s'affirme la vision de Lyautey. Il est, bien sûr, sensible aux innovations militaires que comporte le mouvement, et c'est cet aspect qui le frappe le plus vivement chez Abd-el-Krim : "Il est incontestable qu'il a l'âme d'un chef et qu'il a compris les avantages d'une armée organisée à la moderne ... Il est certes très loin de disposer d'une armée comparable à ce qu'est l'armée turque par exemple, mais il rêve d'y aboutir un

(1) Le Temps, 7 août 1925, article "Le Maroc en péril"

(2) Ils se réfèrent là aux enquêtes de Mouliéras et Biarnay avant 1914

(3) Rapport du général Lamothe au général Boichut n°294/5, Oran, le 12/6/1925

(4) Bulletin périodique n°201, C.M.C. de Lyautey au Quai, Rabat. 6/7/1925

(5) Bull. du Comité de l'Afrique française, 1926, p.202 n° du 14 avril)

jour." (1). Par contre il se montre beaucoup plus réservé sur le caractère "nationaliste" du mouvement rifain qu'il suggère par des formules presque toujours restrictives et mitigées, et qu'il ne dissocie jamais de l'influence étrangère ou du facteur religieux. Ainsi, dans son rapport à Herriot - qui sera le détonateur de l'affaire rifaine du point de vue français - le mouvement tel qu'il est présenté tend à constituer au Nord du Maroc "un Etat musulman autonome se réclamant d'Angora et de tout le nationalisme musulman d'Afrique du Nord, Egypte comprise" (2). Ce caractère virtuel d'une nation en formation est affirmé de nouveau lors de la phase la plus critique de la deuxième offensive sur Fès (début de juillet 1925) : Abd-el-Krim "se sert avec une grande habileté de la communauté de religion pour atteindre son but, qui procède plutôt du nationalisme" (3). De fait, le Rif est apparu constamment à Lyautey comme "un foyer d'indépendance, de nationalisme et de xénophobie" (4), une régression en somme, qui fait reparaître les forces de dissociation, d'anarchie et tout le désordre du "vieux Maroc". C'est qu'Abd-el-Krim lui semble prisonnier de forces sociales et culturelles archaïques : "les tribus révoltées de la zone espagnole ont un moral et une organisation, si j'ose dire "à l'antique". Ce sont des gens qui se battent pour l'intégrité et l'indépendance de leur territoire et qui sont tous animés à cet égard d'une même foi faite de xénophobie et de religion ... C'est la même flamme d'indépendance qui allume les coeurs depuis Melilla jusqu'à Tanger, mais il faut bien comprendre que les contingents qu'elle anime sont très dispersés de l'Est à l'Ouest, et ont avant tout pour but immédiat de défendre leurs biens propres (5). Abd-el-Krim est du même coup "obligé de jouer le rôle de champion de l'indépendance de l'Islam... pour conserver son prestige" (6). C'est pourquoi, dans sa chronique quotidienne du printemps 1925, Lyautey souligne, point par point, tout ce qu'il y a de traditionnel dans les procédés politiques d'Abd-el-Krim, calqués sur la méthode classique des rois, et il fait parvenir au Président du Conseil tous les indices, tous les documents et témoignages allant dans ce sens, saisis par les services des Renseignements, non sans les annoter parfois lui-même (7).

2 - Les intuitions de quelques conseillers isolés.

- Un groupe restreint de militaires met l'accent au contraire sur la rupture accomplie par Abd-el-Krim à l'égard de la tradition

-
- (1) Rapport n° 106 DR 3 de Lyautey à Guerre, Rabat, le 13 janvier 1925
 - (2) Rapport de Lyautey à Herriot du 11 décembre 1924
 - (3) Lyautey à Briand, Fès, le 4 juillet 1925, dans Lyautey l'Africain, t. IV, p. 349
 - (4) Télégr. n° 490-494 à Briand, Rabat, 9 juillet 1925
 - (5) Rapport n° 106 DR 3, Lyautey à Guerre, Rabat, 13 janvier 1925
 - (6) *ibid.*
 - (7) En particulier un tract contre le "Juif français" recueilli par le service des renseignements de Fès et enregistré le 15/7/24, que Painlevé et Briand invoquent plusieurs fois pour justifier la "mission civilisatrice" de la France. Ces documents bruts, isolés de leur contexte, ne pouvaient qu'"épouvanter" la sensibilité laïque et l'humanisme libéral (réel ou affecté) des dirigeants du Cartel.

pluri-séculaire de résistance du peuple marocain à la pénétration étrangère. Ces hommes, qui pressentent tant la configuration interne du mouvement que l'attraction qu'il exerce sur le monde marocain soumis, sont tous plus ou moins aux confins de l'armée, au sens classique du mot : des officiers du Service de Renseignements, tels que, parmi d'autres, le commandant Chastanet et le capitaine dede Kerraoul, et deux hommes inclassables : le contrôleur civil Gabrielli, qui fut l'oeil de Lyautey sur le Rif, et le lieutenant de vaisseau Montagne. Ils sont influents, mais trop isolés, trop contemporains du phénomène rifain peut-être agissants. Leur opinion, qui s'exprime le plus souvent par petite touches, à travers un certain regard sur la réalité interrogée, est résumée de façon tranchante et avec une lucidité à ce moment exceptionnelle dans une note (malheureusement anonyme) du 2e Bureau : "Abd-el-Krim n'est pas un rogui compétiteur du trône. Il n'est pas un mahdi pour rénover l'Islam. C'est un nationaliste qui entreprend la libération du territoire. C'est un patriote qui secoue le joug étranger." (1). C'est R. Montagne qui synthétise avec le plus de pénétration l'information recueillie dans ce sens (2).

- Selon Montagne, "des forces sociales nouvelles se sont dégagées, une révolution s'est accomplie ..." (3), que caractérise "l'effort très énergique de nivellement social, d'unification, de centralisation destiné avant tout à faciliter ... la transformation du pays que les chefs veulent résolument moderne, national et anti-européen" (4).

Cette "révolution" affecte d'abord la nature et la structure du pouvoir. L'auteur n'hésite pas à voir, dans le "leadership" d'Abd-el-Krim (5), une forme de despotisme plus éclairé qu'oriental, puisque sa prédication vise à moderniser les mentalités. Saisissant est le tableau de la propagande des Fôçaha sur les soukhs : "Serviteurs d'Allah ... autrefois vous étiez barbares comme des animaux, vous ne connaissiez que la vengeance ; à présent chacun peut aller en paix dans le pays à ses affaires, par la grâce de Si Mohand. Il vous reste à apprendre les sciences que connaissent les chrétiens pour les vaincre" (6). Cet appel au dépassement de soi-même trouve parmi les jeunes un public particulièrement réceptif et déclenche une intense rotation des élites.

(1) Note n° 5087 B/5 Etat Major Guerre, Paris, 25 août 1925.

(2) Montagne, "Quelques aspects de la transformation politique du Rif" 1898-1925 Fès, 29 octobre 1925 Intéressant à comparer avec le chapitre relatif au Rif dans Révolution au Maroc, 1953, très en retrait sur l'enquête de 1925 et affaiblissant ses intuitions premières.

(3) Rapport cité, p. 1.

(4) Ibid., p. 15.

(5) "Sultan moderne, éclairé, prêt à imiter les chrétiens dans toutes leurs innovations afin de mieux les vaincre", p.9.

(6) Confirmé de façon éclatante par le rapport du colonel Corap, annexe n°6 au rapport du général Boichut sur les circonstances de la fin d'Abd-el-Krim: "il importe de signaler que si notre avance s'est faite presque sans pertes, si les soumissions ont été si rapides, c'est qu'Abd-el-Krim avait restauré l'ordre dans le pays et l'unité dans le commandement. Par suite l'obéissance collective, si rare dans ce pays, a été parfaite au point qu'on n'a presque observé, une fois les soumissions faites, aucune attaque isolée, dans cette région autrefois anarchique et si peu sûre".

Ministres et Hakem sont des hommes de moins de quarante ans, peu encombrés par les préjugés de l'ancien Makhzen". Parallèlement, aux caïds et imgharen se substituent des pachas et khalifas "choisis sur place parmi les jeunes gens entreprenants et hardis".

Cette "révolution" implique, en contre-partie, la "destruction des traditions locales" par la "lutte constante contre les influences maraboutiques" d'une part, l'effacement d'autre part, de tous les traits socio-culturels préexistants, qu'il s'agisse des fêtes ou de l'agrao et du ribat, moteurs de la vie politique à l'ancienne, du droit coutumier, auquel se substitue le chraa. Elle s'est donc heurtée aux chorfas et aux petits chefs locaux, dont beaucoup sont emprisonnés, bref à toute l'armature qui encadrerait le monde rifain. "Il n'existe plus de classes privilégiées : chorfas et marabouts partent à la guerre sainte comme les autres, versent toutes les contributions, font les corvées de route et de bois" (1).

Donc, une révolution nationale-religieuse allant dans le sens du modernisme musulman, avec en sourdine, des aspects sociaux, une atmosphère de jacquerie sous-jacente dans la genèse du "djihad" initial, peut à peu étouffée par l'enracinement d'un makhzen rifain "frère cadet de l'Etat moderne de la Turquie". Ainsi s'affirme une connaissance en profondeur, n'excluant pas une certaine sympathie, du mouvement - et puis la démonstration dérape en conclusion et retombe dans le berbérisme : "On peut résumer par un seul terme les tendances du gouvernement rifain : il incarne le mépris de la tradition makhzen et des traditions berbères." (2).

- Les deux générations, personnifiées ici par le général Simon et Montagne, se rejoignent donc dans le même intégrisme sociologique, visant à aménager au cœur du Rif "un conservatoire à bons sauvages, un parc colonial" (J. Berque). Car, selon Montagne, il faut faire abstraction de l'expérience d'unification entreprise par Abde-el-Krim, renouer avec la politique makhzen préexistante au soulèvement de Bouhamara et contrôler de l'extérieur, par l'intermédiaire des imgharen et en respectant le droit coutumier local les tribus rifaines (3). Interprétant dans un sens restrictif la formule de l'autonomie rifaine (4), on préconise un système de self-government miniaturisé, contrôlé à Targuist par une commission Makhzen "chargée exclusivement du désarmement, de la répression de la contrebande des armes et de la sécurité intérieure" nommée par le sultan et assistée par des goums levés dans "certaines tribus fidèles des deux zones soumises" (5). Cette formule qui reconnaissait la carence du Protectorat espagnol et faisait l'économie d'une

(1) *ibid.*, p. 12

(2) *ibid.*, p. 15

(3) Cf. "Les éléments du problème du Rif", article écrit par Jacques Dumaine, Bull. du Comité de l'Afrique française, février 1926, pp. 89-99. La parenté avec la pensée de Montagne est éclatante.

(4) Article cité, p. 98 : "L'autonomie des tribus doit être conçue dans le cadre de l'indépendance réciproque des fractions, commandées par leurs imgharen naturels."

(5) *ibid.* p. 99

occupation en force du centre du pays (1) a exercé une attraction certaine, encore qu'occulte, sur Steeg et ce que Pétain appellera "le clan de Fès". Les services de Renseignements recommandent, à la veille d'Oujda, la création "d'une marche de sécurité" en avant de la frontière Nord de la zone française, conforme au plan de Dumaine(2) Le Ministère de la Guerre y opposera un veto formel. Enfin certaines suggestions formulées dans l'hiver par Montagne (reconnaissance de la souveraineté du sultan, éloignement d'Abd-el-Krim, désarmement du Rif, autonomie administrative) serviront de base aux propositions faites aux Rigains par le gouvernements français et espagnol à la conférence d'Oujda.

3. Le point de vue des "professionnels de la guerre".

A l'encontre de l'école de Lyautey (3), les spécialistes du kriegsspiel - l'Etat Major à Paris, Pétain et son entourage, les techniciens des armes modernes - délocalisent le conflit, le dépouillent de son enveloppe socio-politique locale, isolent son aspect militaire et l'analysent avec le regard froid des professeurs à l'Ecole de Guerre. Dans leurs rapports, pas d'allusions à "la guerre coloniale constructive" et aux formules chères à Lyautey, mais plutôt de lointaines réminiscences de Bugeaud. La guerre du Rif apparaît comme l'occasion d'un exercice "à chaud" en même temps que comme un "magnifique terrain d'expérimentation" (4) pour les armes nouvelles.

- Le diagnostic est formulé sans fard par Pétain : "Nous sommes en guerre." La nature exacte de l'adversaire est dévoilée sans illusions : contre Lyautey affirmant défendre des tribus sou-mises de la zone française contre une agression rifaine, le général Serrigny observe que "nous ne nous battons pas ... contre des Rifains proprement dits, mais contre des tribus hier soumises, aujourd'hui dissidentes, que les Rifains lancent contre nous."(5). Dans le même sens, Pétain admet que "nous nous trouvons donc placés en présence, non plus d'une armée rifaine régulière, mais en face du Maroc septentrional révolté, et la nécessité s'impose de reconquérir, sans base de départ assurée, toute la région dissidente ou insurgée" (6). Le caractère de guerre du peuple que les Rifains ont conféré au mouvement est constaté et analysé avec clairvoyance : "C'est tout un peuple qui est soulevé, dirigé contre nous, et dont les habitants armés participent à la lutte" (7). La tactique

-
- (1) Dumaine suggère un "succès militaire complet en bordure de la région montagneuse", mais répugne à une occupation militaire "dont le résultat serait sans doute d'exaspérer encore les sentiments de haine des populations".
 - (2) Rapport n° 2032/2 du 2e Bureau de l'Etat-Major du général Boichut Rabat, 15 avril 1926.
 - (3) L'expression date de l'époque. Cf. le capitaine Schmidt, rapport cité p.7, parlant du colonel Giraud : "il est de la vieille école du maréchal Lyautey".
 - (4) Rapport du commandant Larchier, annexe à "Enseignements recueillis au Maroc en 1925-26", Commandement Supérieur p.16.
 - (5) Observations faites par le maréchal Pétain après sa visite du Front Nord 22, juillet 1925 p.4.
 - (6) Pétain, Observat. citée p.1.
 - (7) Serrigny, rapport cité p.3.

rifaine de l'infiltration, enfin, minutieusement décrite, est ainsi définie : "une large action politique appuyée par quelques bandes armées" (1).

- Capables de cerner le profil de l'adversaire, ces spécialistes "parachutés" en hâte de Paris ignorent presque délibérément le contexte local dans lequel a mûri le problème rifain. La "Grande Guerre" reste le niveau de base de leur conscience historique, une référence quasi obsédante. Un fait s'impose : la remise en question - humiliante - de la suprématie militaire chèrement acquise par la victoire et l'hypothèque que fait peser l'affaire rifaine sur les objectifs diplomatico-stratégiques et sur les moyens militaires du pays. "Dans le cas d'un conflit européen, on ne peut considérer d'un coeur léger la servitude énorme que serait pour la métropole l'obligation de soutenir sur le Rif une guerre larvée."(2). Cette perspective européo-centrique fait abstraction des treize années de conquête et de "pacification" et des caïdas de la guerre marocaine, bref elle exclut le caractère colonial et par conséquent spécifique du conflit. En contre-partie, elle détermine un objectif et des méthodes qui s'écartent de ceux de Lyautey. A ce sujet, le consensus est saisissant entre Pétain, l'Etat-Major et les "spécialistes". La recherche d'un "succès écrasant" (3) passe par l'emploi plus systématique et massif du matériel moderne et la mise en place d'une infrastructure routière et ferroviaire adéquate. Il faut, préconise Serrigny, "frapper chez Abd-el-Krim, au coeur du Rif, dans ses tribus les plus fidèles, en jetant la terreur parmi les caïds et les douars qui sont ses plus fermes appuis. L'aviation de bombardement constitue un moyen d'atteindre certainement ce but en semant la panique dans les villages, dans les soukhs, jusqu'au centre du Rif et du pays Djelaba. Il faudrait que cette action soit puissante (grosses bombes), large (s'étendant sur toute l'étendue du Rif et des tribus alliées), continue (pendant tout l'été et tout l'hiver). La dotation du Maroc en une très forte aviation de bombardement disposant de très nombreuses munitions paraît de première nécessité."(4).

- Cette option pour l'"escalade", chez Pétain et son entourage, recoupe celles des jeunes officiers espagnols et des colons. Une étroite conjonction d'état d'esprit se dessine ici, car au verdict cruel et sans appel de Lyautey sur le commandement espagnol (5) s'oppose l'attraction certaine et pleine de sympathie de Pétain et de son équipe pour Primo de Rivera et les jeunes officiers du "Tercio" et des "Regulares". Le premier est discipliné d'avoir réussi son coup d'Etat "parce qu'il a senti que son pays s'enfonçait dans le désordre social, l'incohérence politique et aussi parce qu'aux yeux du monde entier le prestige de l'Espagne a reçu au Maroc un choc si violent qu'il est de toute nécessité, de toute urgence qu'un patriote, homme

(1) *ibid.*, p. 5.

(2) Pétain, Annexe au Rapport de fin de mission à Painlevé, Taza, 20/10/1925, p. 2-3.

(3) Note de l'Etat-Major de l'Armée, Section d'Etudes, juin 1925, p.18.

(4) Serrigny, rapport cité, p.8.

(5) Lyautey, note au commandant de Cuverville, p. 6

de caractère, prenne la barre" (1). Les seconds sont évoqués, en particulier le colonel Franco, comme d'ardents missionnaires d'un Risorgimento espagnol : "Il y a en ce moment chez ces jeunes officiers une émulation, un allant et une foi patriotique très intéressants à observer" (2). Du côté des colons, terrorisés par l'incursion de Kheriro dans le Nord du Gharb jusqu'à proximité d'Arbaoua, il y a un retournement saisissant. Ils mettent en sourdine leur aspiration de naguère à atténuer le caractère militaire du Protectorat et revendiquent sans retenue un Bugcaud. Cet appel au "sabre" et aux méthodes algériennes se manifeste, en particulier, au cours de la séance, le 1er août 1925, de la Chambre d'agriculture de Rabat, où est dénoncé "le danger qu'il y a pour l'influence française et notre prestige dans ce pays à montrer aussi peu d'énergie dans la répression des délits". L'administration du Protectorat est invitée "à agir avec plus de vigueur, et avec l'énergie que comporte la situation actuelle" (3).

2^e - Contradictions et conflits dans la conduite de la guerre.

a - Les hésitations et les équivoques de la politique de Lyautey jusqu'au printemps 1925 (4).

An 1921 Lyautey observe à propos du Rif "... il importe avant tout que nous restions dans une expectative, sauf à voir venir les événements" (5). Au début de 1924, il affirme ne pas être sorti de cette expectative en exposant à Poincaré le caractère ambivalent du problème rifain : "Si nous prenions ouvertement et effectivement parti contre Abd-el-Krim, ce qui ne serait probablement pas pour déplaire à l'Espagne ... nous attirerions sur nous la masse des Rifains ... Si au contraire, nous ménageons Abd-el-Krim, ce qu'il est, en somme, de notre intérêt absolu de faire tant qu'il restera correct à notre égard, nous encourrons les récriminations des Espagnols qui nous accuseront d'aider leur adversaire" (6).

Et il résume sa politique tenue depuis 1921 en soutenant qu'elle a consisté à "neutraliser" le Rif (7). Expectative, neutralisation, perplexité grandissante devant une alternative de plus en plus embarrassante ... tout cela suggère une démarche sinuose et

-
- (1) Rapport du Commandant de Courson, chef de liaison du Maréchal Pétain auprès du général Primo de Riviera, Meknès 30/10/1925 p.2.
 - (2) Ibid., p.4.
 - (3) Dans "Voeu tendant à la confiscation de terres appartenant aux indigènes qui ont pris les armes contre nous".
 - (4) Il n'est pas question de retracer ici toute la politique rifaine de Lyautey de 1921 au printemps 1925, mais de préciser seulement certains points qui se situent dans un contexte encore obscur, voire opaque pour nous, dans la mesure où la correspondance du Quai reste inaccessible pour cette période.
 - (5) Télégr. n° 1009-1012 Lyautey à Diplomatie et à Guerre, 14 août 1921.
 - (6) Lettre n° 302 de Lyautey à Poincaré. Rabat, le 13 février 1924.
 - (7) Rapport n° 538 de Lyautey au Quai. Fès le 22 mars 1924.

feutrée, une action occulte (1) dont nous ignorons tous les détours. Trois points de repère nous permettront de vérifier, de "tester" pour ainsi dire, de façon schématique, l'authenticité de ces formules.

A l'égard de l'Espagne, Lyautey oppose un veto catégorique et obstiné à toutes les tentatives de coopération militaire effective au Maroc entre les deux puissances. Ainsi à la manoeuvre du Quai d'Orsay (2) qui évoquait -fin 1923 début 1924- la perspective d'un contact périodique et régulier entre les deux Etat-Majors visant à l'élaboration d'opérations combinées et un accord au sujet de la répression de la contrebande, il objecte : "Je ne puis en effet faire la réduction d'Abd-el-Krim à leur place. Je les crois incapables de la faire. Vais-je donc, en me solidarissant d'une façon trop apparente avec eux, me mettre tout le RIF sur les bras et perdre ainsi tout le bénéfice de la politique chérifienne suivie depuis douze ans" (3).

Aussi propose-t-il au Quai, afin de concrétiser la distance et le recul affectés vis-à-vis de l'Espagne, de réaliser l'occupation prévue au printemps des hauteurs de la rive nord de l'Ouergha sans l'en aviser : "Il ne faut, bien entendu, à aucun prix, que cette opération, qui s'impose à nous impérativement, puisse apparaître en quoi que ce soit, comme une collaboration effective contre Abd-el-Krim"(4) Et cette hostilité à la collaboration espagnole résiste au début de l'offensive rifaine du printemps 1925. A la perspective d'une coopération militaire évoquée par le Temps du 6 mai, il oppose un veto presque rageur (5). Ce sont de pareilles rumeurs absolument fausses, précise-t-il, qui ont engagé Abd-el-Krim à ouvrir les hostilités et qui confèrent à son entreprise le caractère d'une action préventive. Il faut atteindre le paroxysme de la première offense rifaine sur Fès pour qu'il évoque la possibilité d'une combinaison militaire franco-espagnole (6). Toutefois ce veto obstiné à un rapprochement avec l'Espagne concernait la "collaboration officielle et visible", n'excluait ni la préoccupation de voir l'Espagne renoncer au Maroc(7) ni des "satisfactions d'amour-propre concédées à l'Espagne", telles que l'expulsion de certains agents d'Abd-el-Krim en zone française et la répression intermittente du trafic d'armes.

Au sujet de sa politique économique à l'égard du RIF, c'est

-
- (1) Directives générales pour 1922, Rabat, le 14 décembre 1921. A propos du Front Nord : "Nous devons nous y maintenir dans "l'expectative" avec des effectifs réduits au minimum, en pratiquant une politique indigène intense tendant à l'appriivoisement des tribus ...".
 - (2) Télégr. n° 183 du 27 décembre, n° 5 du 8 janvier, n° 15 à 20 du 18 janvier et lettre n° 222 du 25 février du Quai à Lyautey.
 - (3) Annexe au rapport cité du 22 mars 1924, p. 5
 - (4) Rapport cité du 22 mars 1924, p. 9.
 - (5) Télégr. n° 260-264 du 11 mai 1925 de Lyautey à Guerre.
 - (6) Bulletin périodique du 17 mai 1925.
 - (7) Affirmée au moins à deux reprises, à la veille de la guerre, lors de la tentative de médiation de Shean entre Abd-el-Krim et Primo de Rivera. Rapp. n° 1181 du 8 avril 1925 à Guerre - et des conversations entre Etchevameta et Abd-el-Krim. Télégr. cité du 29 avril 1925.

beaucoup moins clair. Il admet la complémentarité entre la montagne rifaine et le pays Beni-Zeroual "riche, prospère, bien cultivé", dont Abd-el-Krim "a, il faut le reconnaître, un réel besoin matériel pour la subsistance du Rif et du Djebel, si déshérités d'une manière générale à ce point de vue" (1). Mais sa réponse à l'accusation proférée par Abd-el-Krim contre l'arbitraire de sa politique de ravitaillement (2) est affaiblie par son analyse initiale des causes du déclenchement de "l'agression rifaine" : "... l'hostilité rifaine a comme origine la rigueur du blocus, qu'à la demande de l'Espagne, nous avons exercé sur la lisière sud" (3). Son opposition à un blocus du Rif paraît fléchir à mesure que se concrétise l'ampleur du mouvement rifain.

En 1922, il se refuse formellement à interdire aux Rifains "isolés ou par petits groupes, de se ravitailler dans la région en denrées de première nécessité", car aggraver par un blocus de la frontière nord "l'état de misère dans lequel se débat présentement le Rif" (4) serait une provocation. Fin 1924, il ne repousse plus cette hypothèse : "La vraie façon d'avoir raison d'Abd-el-Krim et même de l'amener peut-être à passer de son attitude actuelle d'intransigeance à une attitude plus modeste et éventuellement à des ouvertures conciliables avec la souveraineté intégrale du sultan, c'est d'empêcher le ravitaillement, c'est-à-dire d'établir le blocus de sa zone" (5) ; mais il propose d'en différer l'application parce qu'elle présuppose la collaboration de l'Espagne qui ne le respectera jamais et de la Grande-Bretagne ce qui risquerait d'internationaliser la question rifaine.

De fait, il a pratiqué "une politique de ravitaillement habilement conduite" modulée selon la conjoncture : "... en temps normal, nous laissons venir les Rifains individuellement sur nos marchés à condition qu'ils se conforment au droit commun ..." (6). Cette politique de ravitaillement est conçue, non sans machiavélisme, comme un instrument de négociations et de marchandages puisqu'elle vise, de l'aveu même de Lyautey, à "exploiter en zone rifaine, sinon des sympathies, du moins des neutralités commandées par une situation précaire de toutes les tribus" et à ménager la possibilité d'une entente avec Abd-el-Krim en cas d'effondrement complet de l'Espagne. Elle est également un instrument d'intimidation et de domination

-
- (1) Rapp. de Lyautey à Briand, 13 mai 1925. T. V, ouvr. cité, p. 303.
 - (2) Lettre d'Abd-el-Krim remise à Huot le 15 juin 1925 à Tanger, lors de son deuxième entretien exploratoire avec le mouvement rifain "Antérieurement comme après ces événements (l'occupation de la rive droite de l'Ouergha) les autorités françaises arrêtaient les gens se rendant sur les marchés, leur confisquaient certaines denrées en alléguant qu'elles étaient interdites". Dans le même sens, annexe n° 3, rapp. n° 3, rapp. n° 1472 de Lyautey au Quai, Oujda, le 29 octobre 1924.
 - (3) Télégr. cités du 11 mai 1924.
 - (4) Lyautey au contrôleur en chef de la région d'Oudja, Casablanca 12 juin 1922.
 - (5) Télégr. n° 370-374 de Lyautey à Herriot, Rabat, 17 décembre 1924.
 - (6) Dépêche n° 162 de Lyautey à Herriot. Rabat, 23 janvier 1925.

puisque'il s'agit "de rester maîtres du ravitaillement du Rif en vivres" (1). Elaborée sur le mode d'une "Real politik", elle ne pouvait paraître qu'arbitraire et menaçante pour les Rifains, puisqu'elle était dosée, graduée selon des critères qui leur échappaient (2).

Enfin, à l'égard des multiples ouvertures faites par Abd-el-Krim, sa réserve, pour ne pas dire ses dérobades, s'avèrent troublantes. Sans pouvoir être en mesure d'éclaircir ce fait, observons deux points.

D'une part, le raidissement croissant de Moulay-Youssef à l'égard d'Abd-el-Krim. Il est certain qu'Abd-el-Krim a fait appel à lui initialement et que le sultan a été tenté d'intervenir à plusieurs reprises dans un sens défavorable à l'Espagne. Or, dans deux cas au moins, on peut relever les traces d'une pression de Lyautey sur le sultan, visant à court-circuiter l'éventualité d'un rapprochement entre les deux parties. Après Anoual, il observe l'attention inquiète qu'il porte au mouvement rifain et il le dissuade formellement "d'aller au devant des ouvertures d'adhésion qui lui viendraient de ce côté" (3). Au début de 1925, il obtient du Sultan qu'il renonce à son projet de condamner par lettre chérifienne lue dans les mosquées la brutalité des procédés de guerre espagnols (4). Et de fait il y a eu un durcissement de l'état d'esprit de Moulay-Youssef à l'égard du mouvement rifain, dont témoigne sa déclaration en juillet 1925 à Pétain : "Je ne veux pas traiter avec Abd-el-Krim, j'espère que vous me débarrasserez le Maroc de ce rebelle" (5). Les pressions de la Résidence, directes ou par l'intermédiaire d'El Mokri, Bouchaïd Doukkali (6) et Ben Ghabrit (7) ne semblent pas avoir été étrangères à ce changement d'état d'esprit qui a affecté le sultan. On comprend dès lors plus concrètement la thèse rifaine d'un sultan prisonnier des Français (8)

(1) Idem.

(2) Plusieurs documents de la Direction des Affaires Indigènes enregistrent, sans commentaire, le mécontentement d'une fraction croissante du peuple rifain contre la cherté grandissante de la vie et la pénurie alimentaire et observent l'accélération de l'exode des saisonniers rifains en Oranie.

(3) Télégr. cité du 14 août 1921.

(4) Bulletin périodique du 17 janvier 1925.

(5) Rapport n° 2 212/1 de Pétain à Briand, Paris, 13 février 1926.

(6) Dans un message daté du 21 juin adressé à Si Ahmed Ben Djilali (cf rapport n° 1618 Lyautey au Quai, Rabat, le 4 août 1925) Abd-el-Krim estime que "le Moulay-Youssef" (le Maître Youssef) est manoeuvré par El-Mokri, "un parvenu" et Doukkali, "miné de tous les vices" et stigmatise longuement "le vil entourage" du sultan.

(7) Dont Lyautey attend impatiemment le retour au printemps 1925 "par ce qu'il excelle à manoeuvrer le sultan" et qu'il est très habile pour déjouer l'action occulte de "certains conseillers douteux au sein du Makhren". Télégr. n° 3457 de Lyautey à Guerre, Rabat, 27 mai 1925.

(8) Voir en particulier l'article cité de V. Shean : "Il n'est nullement dans notre intention de reconnaître la souveraineté d'un prisonnier, même si on l'appelle sultan".

D'autre part, en affectant de ne voir en Abd-el-Krim qu'un rebelle de la zone espagnole, il a toujours conféré aux tractations qui s'érigèrent en sous-main une dimension subalterne qui ne pouvait qu'humilier l'Emir. Ainsi lorsque le caïd Haddou vient à Fès début mai 1924 sonder les intentions françaises au sujet de l'avance sur l'Ouergha, on lui communique avec raideur la liste des tribus revendiquées par la France, mais rien quant à la date du mouvement et le Service des Renseignements ne semble guère avoir compris l'étendue de la concession faite alors par Abd-el-Krim à la France lorsqu'il fait dire à son émissaire : "Si nous occupons actuellement des territoires qui vous reviennent, nous pouvons envisager de les évacuer, à la condition toutefois que vous les occupiez vous-mêmes immédiatement. Une avance de votre part dans la vallée de l'Ouergha nous portera de toutes façons un tort considérable, étant donné ce qu'est pour nous cette région. Mais nous sommes disposés à ce sacrifice ..." (1). Toute l'ambiguïté de cette formule des contacts dérobés et fuyants est, en fait, résumée dans la contradiction que l'on peut relever dans les déclarations rétrospectives de Lyautey, lorsqu'il affirme en mai 1925 que, par "correction" envers l'Espagne, "nous nous sommes abstenus scrupuleusement jusqu'ici de traiter avec le chef rifain, le considérant comme un rebelle de la zone espagnole, nous dérochant à ses avances répétées pour toute conversation directe avec lui" (2) et en juin qu'il n'a jamais rien reçu de l'Emir qui fût directement adressé à lui ... (3).

Parmi toutes ces équivoques, un seul objectif ressort clairement : celui, plusieurs fois souligné, de ne pas "mettre les pieds dans le Rif, qui est un véritable guêpier où nous n'aurions qu'à perdre", bref le refus de "toute action militaire de grande envergure" (4). Cet objectif découle de la conscience de la faiblesse de ses moyens militaires (5), de la conviction qu'une guerre rifaine compromettrait "tout le bénéfice de la politique d'attraction et de pacification morale suivie depuis le début, en raison de l'antipathie irréductible que tous les Musulmans sans exception... professent à l'égard de l'Espagne avec laquelle désormais ils nous

(1) Annexe n° 1 au Rapp. n° 1472 de Lyautey au Quai. Notes au sujet du caïd Ali Ben Haddou. Service de Renseignements. Fès 10 mai et 1er juin 1924. Une restriction : l'attitude équivoque du caïd Haddou qui, une fois l'interprète et son compagnon un journaliste algérien sont partis, renseigne le 1er juin le capitaine Chastanet sur l'état d'esprit réel d'Abd-el-Krim, très affecté par la perte du pays Beni-Zeroual et déclare que "Si Abd-el-Krim avait pu soumettre les Beni-Zeroual il vous aurait certainement fait la guerre. Son orgueil en effet ne connaissait pas de limites depuis quelques temps, et il s'en est fallu de peu qu'il ne fasse attaquer vos postes il y a quelques mois", et Haddou déclare qu'il incarne, à l'intérieur du mouvement rifain la tendance partisane de la neutralité envers la France pour "tenir devant les Espagnols".

(2) Télégr. cité du 29 avril 1925

(3) Rapport du 20 juin 1925.

(4) Rapport n° 360 du 11 décembre 1924

(5) Les effectifs, abstraction faite des "forces supplétives" régressent de plus d'un tiers de 1921 à 1925 : 95 000 H. en janvier 1921, 60 000 H. au 1er avril 1925.

solidariseraient" (1), de la hantise de voir l'entreprise marocaine dégénérer en "un nouveau Mexique" (2), enfin de sa "répulsion pour l'action militaire" (3). Or, sous la pression des faits, il est contraint, au printemps 1925, à réviser cet objectif, qui s'inspirait de toute sa vision du phénomène colonial, non sans déchirement. Jusqu'à la mi-mai, il s'y cramponne, télégramme après télégramme, mettant en relief, pour un gouvernement qui l'a suspecté d'entraînement en dehors de la sphère qui lui est assignée, le caractère défensif, selon lui, de la guerre qui se déclenche, affirmant encore le 11 mai : "S'il y a une chance de pouvoir, à un moment donné, constituer un modus vivendi avec Abd-el-Krim, ce qui serait la solution la plus souhaitable, puisqu'il existe et que nous ne pouvons aller chez lui, il importe de garder le bénéfice de l'attitude purement défensive que nous avons toujours observée" (4). Et puis se produit vers la mi-mai ce retournement décisif que nous avons déjà suggéré. Le 17 mai, il envisage pour la première fois, la possibilité d'une action combinée entre la France, l'Espagne et l'Angleterre, comportant au Nord un débarquement à Ajdir, appuyé au Sud par une offensive au Nord de Kifane (5). Enfin, au début de juin, pour contenir la deuxième offensive rifaine qui se dessine sur Fès (6), il réclame d'urgence au Ministère de la Guerre l'envoi d'obus incendiaires (7) et, outre dix nouveaux bataillons, le renforcement de l'artillerie et de l'aviation sur place (8). Or, en février encore, il dénonçait au Président du Conseil la violence des procédés espagnols, les bombardements de l'aviation qui n'atteignent jamais les "dissidents" mais "des innocents villages paisibles, troupeaux inoffensifs, femmes, enfants, vieillards ... et cela, pénétré des principes dont je me suis toujours inspiré vis-à-vis des populations indigènes, je ne le ferai jamais" (9). Il est équitable d'admettre que cette révision des principes et des valeurs qui commandaient sa politique marocaine a dû lui coûter beaucoup, et contribue à expliquer, à n'en pas douter, les demandes réitérées de rappel qu'il adresse à Paris en mai-juin. Et ce n'est pas simple coquetterie de

(1) Rapport n° 538 du 22 mars 1924.

(2) Rapport du 13 mai 1925, t. V, ouvr. cité, p. 305

(3) Invoquée à plusieurs reprises à l'époque, en particulier dans le Télégr. du 29 avril 1925.

(4) Télégr. du 11 mai 1925.

(5) Bull. périodique du 17 mai.

(6) Dans Bull. périodique du 5 juin 1925 à propos de la bataille de Taounat "J'ose dire que, toutes proportions gardées, il se joue là ... une partie qui pour tous ceux qui ont été au Front de France en évoquant les journées les plus dures".

(7) Télégr. chiffré à Guerre, Rabat, 8 juin 1925. "Estime que moyen de pression politique très puissant consiste à incendier récolte sur pied que rifains prennent de force à tribus soumises. Il est bien entendu que tout emploi de ces engins sur agglomérations et villages sera formellement interdit".

(8) Lettre n° 128 C.M.C. de Lyautey à Painlevé, Fès, le 6 juin 1925. "Nos adversaires procèdent avec une telle sauvagerie, une telle cruauté, mutilant les blessés et les prisonniers, razziant et brûlant, que tous les moyens sont justifiés pour leur tenir tête. On peut dire, sans le moindre paradoxe, qu'il s'agit là d'une question d'humanité".

(9) Dépêche n° 244 du 5 février 1925.

sa part. Il était sincère.

b - L'appel à Pétain et ses conséquences.

L'affrontement de Lyautey et de Pétain - août-sept. 1925 - condense, personnalise et en quelque sorte symbolise un conflit de conceptions, de méthode et presque de philosophie politique qui existait jusqu'à-là de façon latente entre le Résident et l'Etat-Major à Paris et qui survit au départ de Lyautey. Derrière son aspect anecdotique, il importe de dégager son effet sur les fluctuations de la politique française à l'égard du mouvement rifain.

Le Ministère de la Guerre a été partie prenante dans ce conflit. C'est lui qui, par la censure rigoureuse qu'il exerce sur la stratégie de Lyautey et sa doctrine de "la guerre coloniale constructive", a préparé et déclenché l'entrée en scène de Pétain. Deux enquêtes émanant de cette instance de décision, annoncent le point de vue de ce dernier. Celle entreprise par le Général Serrigny, cheville ouvrière du conseil supérieur de la Défense Nationale (1) critique la recherche des succès locaux parce qu'ils sont obtenus "non pas sur les Rifains, mais sur des tribus que ces derniers obligent à combattre pour leur cause" et qu'ils se diluent dans une montagne propice à d'"interminables guérillas". En contre-partie, le général Serrigny préconise "une action offensive partant des zones françaises et espagnole en direction générale d'Ajdir, capitale d'Abd-el-Krim" (2), ce qui postule l'emploi de l'outil militaire le plus moderne que préconisera Pétain "On devrait, semble-t-il, chercher à engager le moins possible d'infanterie et surtout monter l'opération avec tout le matériel moderne puissant dont nous disposons : aviation de bombardements, chars d'assaut, auto-mitrailleuse, compagnies de mitrailleuses, etc... (3).

Celle du capitaine Mast (4) - fin juillet début août - aboutit à une critique en règle du système des groupes mobiles cher à Lyautey. "Quand on cause avec des officiers de troupe ... on est frappé de les entendre exprimer leur besoin de stabilité et d'organisation. On a jusqu'à présent systématiquement détruit au Maroc les liens tactiques et le système d'organisation réglementaire en France ; il en résulte dans les unités de l'avant un désordre qu'il est urgent de faire cesser au plus vite" (5). Et le capitaine Mast préconise une restructuration du corps expéditionnaire sur le terrain en régiments, brigades, divisions, motivé là, semble-t-il, par le vieux préjugé de l'armée métropolitaine contre l'armée d'Afrique. Dans tout son rapport sourd un sentiment de rancœur contre celle-ci et éclate la jubilation de tenir, enfin, une occasion de lui administrer une leçon d'art militaire. Après l'établissement du diagnostic, le verdict s'avère formel : c'est un appel non déguisé à Pétain. Jugeant le partage de compé-

(1) Rapport cité du 11 juin 1925.

(2) Idem, p. 8.

(3) Idem, p. 9.

(4) Rapport du capitaine Mast de l'Etat-Major de l'Armée sur l'état matériel et moral des troupes d'occupations du Maroc, Paris, 12 août 1925.

(5) Idem, p. 13.

tences mal défini entre Lyautey et Naulin, Mast conclut que cette situation transitoire "gêne l'action du commandement, et a de plus, le grave inconvénient de laisser croire à beaucoup que le régime précédent subsiste et que rien n'est changé au Maroc ... Le problème paraît donc insoluble, à moins cependant qu'une autorité militaire indiscutée ne prenne en mains l'ensemble du Maroc et puisse ainsi obtenir, avant l'hiver, un succès décisif"(1).

Entre-temps, une première note de synthèse de l'Etat-Major (2) développe déjà les vues adoptées ultérieurement par Pétain. Elle critique, en termes à peine voilés, l'absence de fermeté de Lyautey dont "les intentions ne sont affirmées que sous une forme négative" parce qu'il envisage avec beaucoup de réticence l'hypothèse d'aller réduire Abd-el-Krim dans le Rif et qu'il repousse l'idée d'un remaniement de la frontière Nord tracée en 1912, selon la section d'Etudes "d'une façon trop désavantageuse pour nous". En contre-partie s'y affirme un "jusqu'au boutisme" réfractaire avec résolution à l'idée d'une négociation" ... dans la situation actuelle, alors que nous sommes réduits à nous défendre, toute initiative de pourparlers, émanant de notre côté, ne pourrait être prise que comme un aveu d'impuissance, et accroîtrait sans mesure les exigences d'un adversaire qui espère bientôt tenir le Maroc tout entier à sa merci. Il n'y a donc pour le moment pas autre chose à faire que de se battre" (3).

L'intervention du maréchal Pétain, sous la forme d'une mission d'inspection, puis d'une prise en charge du commandement militaire, aboutit à la dissociation du pouvoir sur place en deux sphères de décision, civile et militaire, séparées et concurrentes. Cette déconcentration apparente du pouvoir résidentiel exercé jusque là de façon pro-consulaire (4) par Lyautey correspondait à l'attente de l'opinion "cartelliste" (5). De fait, elle assurera une autonomie et une influence supplémentaire, un pouvoir de décision accru aux militaires. Et surtout elle introduisit des discordances et de la confusion dans le programme de réduction du mouvement rifain.

Pétain, à la suite des deux entretiens du 28 juillet et du 21 août avec Primo de Rivera, a formulé, avant même de prendre le commandement du corps d'occupation le 27 août, un plan d'action

(1) Idem, p. 23.

(2) Note déjà citée.

(3) Idem, p. 16 à 18.

(4) Commandant Larchiers. "... le Maréchal Lyautey a cumulé tous les pouvoirs civils et militaires jusqu'en 1925, comme Bonaparte Premier Consul gouvernait, administrait, commandait les armées participait à l'élaboration des lois ...".

(5) Par ex. Le Quotidien, 19 juil. "Le fait que l'on envoie au Maroc le maréchal Pétain annonce le rappel du maréchal Lyautey dont les fautes nous ont mis dans la tragique situation présente. Nous demandons pourquoi l'on diffère. Les plus illustres chefs eux-mêmes ne doivent pas être à l'abri des sanctions".

articulé autour de deux postulats (1). 1 - "La solution de la question rifaine est, de toute évidence, un problème franco espagnol". Donc pas d'action locale, sans liaison avec le programme espagnol. 2 - Pas d'action partielle, sans objectif global. Et Pétain propose un plan en deux temps : atteindre d'abord "les seuils du Rif" (hauts vallées du Msoun, du Kert et du N'Kour). De là, "nous prolonger vers le coeur du Rif", c'est-à-dire occuper le pays Beni-Dunaghel.

Ces deux postulats heurtent de front la sensibilité des cadres militaires sur place, très marqués par l'école de Lyautey. Ceux-ci s'avèreront en permanence peu enclins à donner corps à la collaboration franco-espagnole pourtant institutionalisée par l'accord de Madrid (11 juillet 1925) qui, dans un addenda au sujet de la coopération militaire prévoyait la fixation d'un plan d'opérations conjointes par accord entre les hauts commandements, après approbation des deux gouvernements respectifs (2). Et ils resteront toujours réticents devant la perspective d'aborder le front de "guépier" rifain.

Or Pétain, à sa prise de commandement effective à la fin août, trouve toutes les troupes de choc engagées depuis le 17 dans une opération montée par le général Naulin "dans la communauté de vue la plus complète" avec Lyautey, qui visait, à partir du centre essentiellement, à réoccuper les territoires gagnés par Abd-el-Krim depuis avril, et en particulier le pays Beni-Zeroual. Cette offensive locale et partielle déclenche un conflit d'une âpre intensité. Pétain juge en effet que "le dispositif préconisé ... n'a ni la capacité de résistance, ni la puissance de rayonnement, ni la possibilité d'aide mutuelle qu'il faut chercher dans la situation actuelle" (3). Mais surtout, le plan Naulin, toujours selon lui, "ne visait que des buts exclusivement politiques, ne constituait à aucun égard un menace directe pour la puissance d'Abd-el-Krim et laissait escompter prématurément l'achèvement d'une oeuvre qui me paraissait devoir exiger des efforts autrement sérieux, coûteux et longs" (4). Décidé à lancer l'offensive au Nord de Kiffane pour amorcer la liaison avec les Espagnols, il ne réussit pas à convaincre d'emblée "l'état-major Naulin qui, sous l'influence à Fès du général de Chambrun, garde ses préférences pour le plan Beni-Zeroual.. Il doit employer presque la manière forte pour imposer que, au centre, on fasse les économies en vue de porter vers l'Est le centre de gravité des gros" (5). L'offensive en septembre, octobre, une fois le mouvement de rocade établi, est commandée de Taza par Pétain lui-même "pour vaincre l'opposition sourde du clan de Fès" (6). Elle

(1) Note sur le rôle du Maréchal Pétain, 15 juillet 1925, mai 1926. Etat-Major Guerre, p. 1 et 2.

(2) La navette entre les états-majors des deux corps d'occupation sera assurée, dans le sens français, par des membres de l'équipe personnelle de Pétain : Général Georges, Lieutenant-Colonel Laure, Commandant de Courson.

(3) Télégr. n.º P.5. Pétain à Guerre, Fès, le 26 août 1925.

(4) Rapport de fin de mission de Pétain à Painlevé, Taza, 20 octobre 1925, p. 4.

(5) Note citée, p. 2.

(6) Idem, p. 4.

semble donner rétrospectivement raison aux "héritiers" de Lyautey puisqu'elle se dilue, après l'occupation des seuils du Rif (Nador, Tizi-Ouzli) à la recherche en vain des Espagnols (1) que Pétain, malgré un entretien négatif entre Laure et Primo de Rivera, avait cru pouvoir mettre en branle par une progression rapide des Français sur le haut kert. En conséquence Pétain doit "décrocher" quinze kilomètres en arrière sur le Zerakna.

Le conflit, loin de diminuer en intensité après le départ de Lyautey, s'approfondit durant l'hiver 25-26. Il dresse Pétain tour à tour contre le général Naulin, dont il obtient du Gouvernement le rappel et le remplacement en décembre par le général Boichut, puis contre Steeg très vite soupçonné par Pétain d'avoir été contaminé par le virus des idées du "clan de Fès". En décembre 1925, Pétain réussit à convaincre le gouvernement de la valeur du plan qui sera adopté en définitive. La réalisation en est prévue pour le printemps.

Mais la querelle rebondit en janvier du fait de la détermination de Pétain à conclure avec l'Espagne "un accord précis et écrit" prévoyant une action concentrique des deux puissances à partir de leurs bases de départ respectives (2). Steeg, conseillé et soutenu par ce qui reste de l'équipe de Lyautey "s'y oppose par tous les moyens" considérant que "nous ne pouvons, au-delà de cette frontière, aller faire la besogne des Espagnols" (3). L'opposition de points de vue est alors soumise à l'arbitrage du président du conseil. Steeg expose que "la situation actuelle rend inutile des opérations de grand style" (4). Il justifie cette thèse par un tableau des résultats "brillants, presque inespérés" de la pacification, soulignant en particulier que le nombre des soumissions - 12 000 familles - dépasse celui des dissidences produites au printemps 1925, et que la France déborde déjà, en certains points, "le tracé conventionnel de la zone qui lui est échue". Il montre également l'ampleur déjà écrasante des tâches concrètes, quotidiennes qu'implique la pacification, la difficulté de monter dans la zone reconquise "une organisation qui marche" (5). Enfin Steeg glisse subtilement que cette politique correspond aux aspirations de l'opinion française : "Le Maroc, mis en veilleuse, n'inquiète plus le pays. L'inquiétude renaîtrait si la France laissait croire que le retour de la belle saison va marquer la reprise des opérations". Pétain, qui obtient gain de cause puisque l'accord de Madrid, le 6 février, ratifie son plan, en attendant d'être confirmé le 17 mars à Ouezzan par les chefs militaires, conteste,

(1) Lors d'une entrevue le 17 septembre à Totouan avec Primo de Rivera, le général Georges propose aux espagnols de remonter le kert pour opérer la "soudure" au nord d'Azib de Midar. Primo de Rivera refuse de s'engager formellement. Sanjurjo le confirme le 18 octobre à Pétain, affirmant que les Espagnols sont trop absorbés par les opérations se déroulant entre Ajdir et Melilla.

(2) Ajdir et Azib de Midar pour les Espagnols, Tizi-Ouzli, Nador et le haut Ouergha pour les Français.

(3) Note citée sur le rôle de Pétain, p. 5.

(4) Rapport n°158 de Steeg au président du conseil, Rabat, le 29 janvier 1926, p.7.

(5) Rapport cité, p. 1.

point par point, le rapport de Steeg (1). Il balaie en quelques formules incisives l'optimisme et l'attentisme de Steeg, sa confiance dans le travail politique qui pourrait, selon lui, "propager dans le Rif cette neutralité rigoureuse qui s'est si vite, dans notre zone, chargée en relations amicales". Il objecte, en particulier, que la tâche des Beni-Zeroual reste irréductible et qu'Abd-el-Krim "refoulé sur son propre territoire, mais non vaincu" persisterait à personnifier "le symbole de la résistance" pour le Maroc tout entier. Il oppose à Steeg les obligations de la France envers le Sultan et la coopération avec l'Espagne "qui a été en quelque sorte la dominante des plans d'action du Gouvernement français depuis le mois de juillet 1925 et qui, à mes yeux, doit rester à la base du programme de 1926". Et contre le Résident déterminé à ne pas aller faire la besogne des Espagnols dans leur zone, il affirme que l'Espagne abandonnée à ses propres moyens renoncera au Rif, qui, dans cette hypothèse, resterait un foyer d'effervescence toujours en suspens et menacerait en permanence la "grande rocade nord-africaine". Et Pétain réitère l'hostilité absolue qu'il avait déjà manifestée contre tout compromis à la fin de septembre à Painlevé. "Il n'y a qu'un moyen : occuper la tribu dont il est le chef, afin de l'obliger soit à se rendre, soit à disparaître. Il faut en un mot arriver à la paix, mais sans Abd-el-Krim (2).

En février-mars, le conflit entre les deux conceptions ne se détend pas. "M. Steeg ne dissimule pas sa mauvaise humeur : on a pris le contre-pied de sa politique" (3). Il s'oppose toujours à une action en zone espagnole. C'est le moment où la "politique des petits chefs" dans le cadre d'une autonomie rifaine contrôlée et dominée par la création d'une marche à la façon carolingienne(4) affleure au grand jour. Mais Pétain est confirmé dans son plan par l'élargissement de la base de départ de l'opération qu'il projette après le ralliement des senbadja de la zone française. Steeg alors tente de le prendre de vitesse en essayant de renouer le contact avec Abd-el-Krim (mission de Gabrielli et du général Mougin). "Le Maréchal crie casse-cou", envoie en vain le général Georges au Maroc pour persuader Steeg de renoncer à la solution d'un arrangement. La conférence d'Oujda, "ouverte malgré le Maréchal", remettait en question l'hypothèse d'une "solution écrasante" préconisée depuis juin 1925 par l'Etat-Major, marquait, selon Pétain, l'effondrement des accords de Madrid-Ouezzan, bref "se développait de la façon la plus dangereuse". Elle déclenche une formidable pression triangulaire Pétain - Georges - Boichut qui contribue à la faire tourner court (5). Et pourtant jusqu'au dernier moment Pétain conserva un réflexe de méfiance et de peur devant un ultime retournement de Steeg (6)

(1) Rapport n° 2 212/A de Pétain au président du Conseil, Paris, le 13 février 1926.

(2) Rapport cité, p. 12.

(3) Note citée sur le rôle de Pétain, p. 6.

(4) Les rifains sont les "saxons" de l'empire chérifien. On sait que R. Montagne - et il n'était pas le seul - évoquait le haut Moyen-Age à propos de la société chleuh.

(5) Note citée, p. 7.

(6) Cf l'étrange course de vitesse à qui obtiendra la reddition d'Abd-el-Krim entre les militaires (Suffren, Montagne, Corap, Schmidt) et les civils (Parent - Gaud).

puisqu'il délégua auprès du général Boichut le colonel Hellé, un de ses hommes de confiance, pour contrôler l'application de son plan.

c - La campagne du Rif : entre la guerre coloniale et la guerre contre-révolutionnaire.

Il serait tenant de systématiser l'opposition de conceptions entre les deux tendances qui s'affrontent au sein du haut commandement militaire et d'y soupçonner rétrospectivement les symptômes annonciateurs du conflit entre "ultras" et "libéraux", "Faucons" et "Colombes", qui marque la phase de décomposition des empires issus du XIXe. Et certes la scission à l'intérieur du commandement militaire entre spécialistes des affaires indigènes et techniciens de la guerre européenne a influé à plusieurs reprises sur le processus de prise des décisions et introduit dans les programmes d'action des flottements et des contradictions. Mais ce conflit de tendances ne semble pas s'être répercuté à la base. Sur le terrain, loin de se contrarier, les deux optiques s'associent et s'interpénètrent. Du fait des bouleversements révolutionnaires introduits par les Rifains dans la "caïda" de la guerre marocaine, une sorte d'auto-correction de toutes les pratiques en usage s'opère.

Il n'y a pas, d'un côté, les officiers de renseignements s'enfonçant dans l'archaïsme par la répétition des vieilles recettes de la "pacification", de l'autre, les techniciens des armes nouvelles, étrangers à la guerre coloniale et important sur place les caractères de la guerre européenne. Une sorte de partage du travail s'opère de fait, une complémentarité que symbolise l'association de plus en plus étroite des "partisans" avec l'avion ou le camion et qui tend à faire basculer la guerre coloniale tout entière dans la guerre contre-révolutionnaire.

Le divorce entre l'ancien et le nouveau, l'archaïsme et la modernité semble s'inscrire plutôt dans l'espace, par la dissociation, l'éclatement presque du pays entre la "zone soumise" et la "zone d'opérations", l'arrière et le front, si ces expressions ont un sens ici.

Dans la "zone soumise", ce qui frappe, c'est le rejeu et l'utilisation au maximum des formules traditionnelles. Le pouvoir colonial réagit là en s'arc-boutant sur toutes les structures traditionnelles de la société. La politique d'égards atteint son apogée. Le couple sultan-Résident est l'objet du maximum de publicité (1). Lyautey réussit ainsi à persuader Moulay-Youssef d'"user de tous les moyens religieux et politiques dont il dispose" (2). La lutte contre le Rifain revêt du coup l'aspect d'un conflit entre le sultan et un Rogui. Une bataille de signes s'instaure alors, jalonnée par la participation du fils aîné du Sultan ou moussem de Moulay-Idriss (3), les apparitions réitérées du sultan en ville et en tribu par lesquelles il affirme avec solennité sa présence à la fois physique

(1) "Car le principe du Protectorat est plus essentiel que jamais à sauvegarder", Télégr. du 2 juin 1925.

(2) Bull. périodique n° 154 C.M.C. du 22 juin.

(3) Télégr. N° 345-347 du 27 mai 1925.

et "charismatique" (1), sa condamnation enfin du "rebelle" par une lettre qui rappelle "son principat chérifien et l'intégrité de son autorité religieuse" (2). Elle atteint son paroxysme avec la présence de Moulay-Youssef, entouré des grands caïds du sud et du haut-Makhzen, à Fès, pour l'Aïd-el-Kebir, en riposte au défi, au pari d'Abd-el-Krim. Elle se traduit par la levée symbolique (3) de deux "mehallas chérifiennes" - soit 6 200 H - commandées respectivement par un frère du sultan et El Baghdâdi, le vieux pacha de Fès (4), enfin par l'appel aux Forces du sud encore épargnées par l'effervescence à caractère nationaliste (5).

En même temps, on s'appuie systématiquement sur la génération des anciens : El Baghdâdi, dont on rappelle à profusion l'efficacité de la mehalla qui commanda dans le Rif à la fin du XIXe, Ben Ghabrit (6), El Mokri, etc ... On suspecte, on écarte parfois, lors de la "reprise en main" de la région Fès-Taza, les caïds soupçonnés d'avoir été influencés par le modernisme musulman. Saisissante, à cet égard, se révèle la comparaison par le capitaine Schmidt entre Khelladi, le caïd des Branès, "lettré et très averti des tendances avancées de l'élite musulmane", marqué de plus par l'influence d'un neveu sorti d'un collège musulman de Rabat, dont on sait qu'il finit par épouser la cause rifaine, et Medboh, caïd des Gzennaïa, "illettré, aimant la campagne, vrai type du seigneur paysan", qui lui est érigé en modèle (7). En contre-partie, on redoute les "jeunes marocains", les "jeunes gens" (chabiba) comme ils commencent à se nommer. La défection des trois fils de Tazi, l'ancien naïb du sultan à Tanger, qui vont constituer avec quelques fils de notables Fassis, la "délégation du Maroc opprimé" auprès d'Abd-el-Krim, soulève l'inquiétude (8).

Dans la zone d'opérations, il se produit une radicalisation des procédés de "pacification" que signalent trois faits en particulier.

L'introduction d'abord du matériel le plus moderne et son emploi systématique à une échelle inconnue jusque là au Maroc. Ainsi le rôle de l'aviation s'étend de façon presque fulgurante. Le mois de septembre marque ici un seuil : l'offensive d'automne de Pétain, en effet, est préparée, accompagnée, prolongée par une série de bombardements aériens qui visent à terroriser ouvertement

(1) Bull. périodique n° 143 C.M.C. du 18 juin 1925.

(2) Bull. périodique du 22 juin déjà cité.

(3) Cf. Bull. périodique n° 201 C.M.C. du 6 juillet 1925. "Il faut montrer aux Rifains une force chérifienne participant à la défense" (de Fès).

(4) Idem, et Bull. périodique n° 212 C.M.C. du 12 juillet.

(5) Recrutement de goums mixtes dans le sud algérien en août 1925 et télégr. n° 19263 Gouverneur Général Algérie à Guerre.

(6) Au sujet duquel une note (non datée) de la section Afrique-Orient-Asie ou Ministère de la Guerre rappelle qu'il fut "la pierre angulaire de la politique française avec l'ancien Makhzen pendant 15 ans ... "la moitié de la question marocaine" a dit de lui un ancien ministre au Maroc".

(7) Schmidt, rapp. cité, p. 14-15.

(8) Et. Major Armée. 2e Bureau. Télégr. n° 5429. 20 septembre 1925.

la population (1) et à anéantir ses ressources (2). Du fait de la dispersion de l'habitat l'aviation s'attaque, après Ajdir, Chechaouen et Targuist, aux souks et aux moussems (3). En même temps un énorme effort d'équipement de l'arrière-front en infrastructures ferroviaires et routières est entrepris dès l'été 25, poursuivi fiévreusement jusque pendant les négociations d'Oujda. Il bouleverse complètement la configuration du pré-Rif et redonne l'initiative du mouvement au colonisateur (4).

Radicalisation également de la politique du service des Renseignements. Sur le plan économique, le blocus hermétique de la zone contrôlée par Abd-el-Krim est renforcé par toute la série de mesures qui avaient visé jusque là l'asphyxie de "taches de dissidence" (5) et non de régions entières : séquestres, interdiction de tout échange avec la "zone dissidente", coups de main et razzia sur les troupeaux de l'ennemi etc... Sur le plan politique, la mission de l'officier des AI subit une torsion, voire un changement de sens. Le "hakem" vivant une exaltante expérience de "Robinson galonné" s'efface devant l'officier de contre-guérilla collant à la population qu'il endoctrine et qu'il encadre en groupes de partisans d'une façon s'éloignant de celle des "Bureaux Arabes". Il retourne contre l'adversaire ses méthodes (6) en les dénaturant : prises d'otage, déportations, pressions psychologiques de toutes sortes, exécutions sommaires parfois ... A l'exploitation des recettes traditionnelles, dont la défaillance a été manifeste au printemps 1925 (7), se superposent des techniques et un état d'esprit qui préfigure la "guerre contre-révolutionnaire".

Marocanisation de la guerre enfin, recherchée délibérément(8) qui accentue durant cette période le caractère fratricide de la

-
- (1) Bombardements de Chechaouen le 5 sept. 1925, d'Ajdir le 6 sept. "qui produisent un effet terrifiant parmi les indigènes" Bul. per. de Pétain n° 230 p.25 sept. 1925.
 - (2) "Les insoumis, du fait des bombardements quotidiens, vendent leurs troupeaux à vil prix" bul.per.319 P de Pétain, 5/10/1925.
 - (3) Bul. per. n° 372 P de Pétain, 15 octobre 1925. Dans le même sens rap. du colonel Armengaud. Annexe à Enseignement recueilli au Maroc ... p.22.
 - (4) Enseignements recueillis... "Il n'est pas excessif d'affirmer que, sans eux (les camions) l'armée du Maroc n'eut pas pu en 1925 reprendre l'initiative des opérations, ni au début de 1926 marcher sans arrêt sur Targuist" p. 121.
 - (5) Naulin au commandant de Régions, Fès 23 octobre 1925. Directives à appliquer à l'égard de la dissidence.
 - (6) Rap. cité du capitaine Schmidt : "Je voulais surtout convaincre qu'en renversant les méthodes rifaines, nous pouvions bénéficier de l'infiltration franco-makhzen pour désagréger très vite le semblant d'état rifain" p.20.
 - (7) Cf. L'échec de la politique Beni-Zeroual.
 - (8) Lyautey par ex.réclame d'urgence le 6 juin les trois régiments marocains encore sur le Thin parce qu'ils sont habitués à combattre le Rifain".

conquête coloniale (1). On sait le rôle essentiel des goums et des partisans dans la réoccupation de la zone nord (automne et hiver 25-26) et de la 11^e Division marocaine dans la marche sur Targuist en mai 1926.

CONCLUSION :

La guerre du Rif, en dévoilant la profondeur de la peur de l'insurrection tapie en permanence dans l'inconscient du colonisateur, agit comme un révélateur. Elle déclenche par réaction un retour saisissant à Bugeaud, non seulement à ses méthodes mais à sa doctrine. En 1926, il est vraiment la référence de base qu'invoquent tant l'aviateur qui, par l'emploi massif du matériel le plus récent anticipe au Maroc les méthodes de la 2^e guerre mondiale (2), que par le Maréchal de la 1^e guerre mondiale en semi-retraite confiné dans des missions plus ou moins honorifiques (3). Ce retour à Bugeaud implique en contre-partie l'effacement dans les faits de la tentative de Lyautey de "concilier les inconciliables".

Toutefois l'endiguement puis l'écrasement du mouvement rifaïn semblent provoquer chez les militaires des réactions divergentes. Il y a les pessimistes jusqu'à l'anxiété qui vivent dans la hantise d'un soulèvement colonial généralisé et se regroupent au sein du haut commandement à Paris autour d'un Pétain ou d'un Franchet d'Esperey. Ils s'interrogent sur le bien-fondé de la politique makhzen du Protectorat (4). Ils rouvrent parfois le procès de l'Islam avec une virulence inouïe (5). Leur langage même

- (1) Schmidt rap. cité. A propos des Branès ralliés : "Ils sont inquiets, ils ont combattu leur saint, leurs père, leurs frères ... ils ont des remords ... leur sacrifice à la discipline, à l'affection de leurs chefs a du sublime" p. 11.
- (2) Rap. cité du colonel Armengaud sur l'aviation : "Nous avons donc la conviction basée sur l'enseignement de 1925 et sur les idées du Maréchal Bugeaud qu'au Maroc une importante aviation constitue un système de couverture et d'occupation infiniment supérieur à celui d'une ligne de postes" p.17.
- (3) Rap. n° 40 s du Maréchal Franchet d'Esperey sur son inspection des troupes du Maroc (février, mars 1926). Critique l'alégement excessif de l'appareil militaire par Lyautey et affirme qu'il faut, conformément à un principe déjà énoncé par Bugeaud, prévoir une occupation militaire en temps de paix équivalente à celle du temps de la conquête.
- (4) Idem p. 9
- (5) Note au sujet d'Abd-el-Krim du 2^e Bureau de l'Etat-Major : "Tant que l'indigène nord-africain sera musulman, il sera toujours dangereux de faire fonds sur ses protestations d'attachement et de ralliement. Les plus assimilés en apparence seront, à l'occasion, nos plus barbares ennemis".

paraît déphasé par rapport au discours officiel du Pouvoir sur la colonisation. Et puis il y a ceux qui ont participé à l'écrasement sur le terrain d'Abd-el-Krim. Ils observent l'amorce d'exode rifain qui se déclenche alors vers la zone française (1). Pour eux l'Espagne, dont les erreurs et les échecs leur servent de bonne conscience, est responsable d'un mouvement que la pacification à la Lyautey aurait évité. L'insurrection rifaine, par ses origines et par son échec même, confirme en somme la valeur de la formule du Protectorat (2). Or il convient d'observer que cet ultime clivage, qui se dessine lors de l'effondrement d'Abd-el-Krim, recoupe en gros et confirme la scission entre les officiers coloniaux et les spécialistes de la guerre européenne dont nous avons analysé les effets sur la politique de répression du mouvement rifain.

(1) Dans rap. du général Boichut sur les circonstances de la fin d'Abd-el-Krim voir annexe n° 5 du Cdt Justinard p.4 et annexe du Lt colonel Girand p. 2.

(2) idem et rap. cité du cdt Larchier p. 24 à 30.